

<https://www.laicite-aujourd'hui.fr/?Etes-vous-democrate-ou-republicain>



Etes-vous démocrate ou républicain ? par Régis Debray

- LAICITHÈQUE - Bibliothèque -



Date de mise en ligne : vendredi 9 janvier 2009

Copyright © Laïcité Aujourd'hui - Tous droits réservés

Trois foulards ont démontré, si besoin en était, que les années 1990 ne ressembleraient pas aux années 1980. Qu'on se reporte un peu en arrière : tout dans la décennie qui s'achève portait à l'acceptation de cet ornement vestimentaire. C'étaient les années de l'individu-roi, de la dispersion des modes, de l'apparence triomphante, du droit à la différence et de la grande tolérance "droit-de-l'homme", celles des tribus souveraines et de la naissance d'une conscience communautaire. Années précieuses qui ont fait progresser les droits, modernisé la démocratie française, acclimaté le réalisme économique, sonné le glas du défi totalitaire. Années utiles qui ont contraint les intellectuels largement discrédités par les errements des deux décennies précédentes à une cure de silence dont Max Gallo a eu grand tort de se plaindre il fallait bien, pour tout repenser, un peu de calme et de discrétion.

Il y a un mois, pour la première fois depuis longtemps, c'est autour d'un texte produit par des philosophes que s'est organisé un grand débat national. Pour la première fois depuis longtemps, la société de l'individu sans frein s'est posé la question de l'interdiction, sans que les partisans de la fermeté soient nécessairement catalogués dans le camp des passésistes ou des réactionnaires. Droit, philosophie, éthique prennent la place de la sociologie reine des années soixante-dix et de l'économie impératrice des années 1980. Rien d'étonnant puisque l'Europe rentrée dans l'histoire se pose aujourd'hui une double question exaltante : comment construire la démocratie à l'Est, comment la développer à l'Ouest ? Il y a un an déjà, « le Nouvel Observateur » dressait le décès des années 1980 tuées par l'après-krach (voir le numéro du 31 décembre 1988). Ce n'est pas un hasard si c'est le même hebdomadaire qui a publié avec éclat l'appel des cinq philosophes. Ce n'est pas un hasard si nous consacrons aujourd'hui une place inhabituelle à un autre texte de fond, celui que nous a proposé Régis Debray.

Alceste à la plume acérée, Debray représente une tradition de pensée que l'Observateur a souvent accueillie, sans y adhérer pour autant. Il nous a seulement semblé que son analyse, par sa qualité et son à-propos, pouvait lancer un débat qu'il est dans notre vocation de susciter. Etes-vous démocrate ou républicain ? Autrement dit croyez-vous à un particularisme français qui ferait de la République une forme originale et supérieure de démocratie ? Ou bien croyez-vous que le progrès passe justement par 'la fin de l'exception française et l'adaptation en France des avancées démocratiques des pays anglo-saxons ? Le droit sans l'État, ou bien l'État garant du droit ? Les deux modèles existent dans la vie politique, ils sous-tendent deux attitudes, deux cultures politiques. On peut même en faire un jeu de société. Qui est démocrate, qui est républicain ? [...] Debray se dit républicain. Dans les semaines qui viennent les démocrates s'expliqueront. La discussion commence.

Laurent Joffrin

La question ne sera-t-elle donc jamais posée ? Celle qui commande à tous les débats du jour l'identité d'une république, par quoi notre pays fait, en Europe et dans le monde, exception. Hier, un Code de la Nationalité. Aujourd'hui, un foulard. Demain, n'importe quoi : polémiques écrans, batailles sans raison. On ne guérira pas ces mauvaises fièvres sans en déceler la cause première.

Nous payons tous à présent, par une indéniable confusion mentale, la confusion intellectuelle entre l'idée de république issue de la Révolution française, et l'idée de démocratie, telle que la modèle l'histoire anglo-saxonne. On

les croit synonymes, et chacun de prendre un terme pour un autre. Pourquoi les distinguer ? La société libérale et consumériste n'est qu'une figure parmi d'autres de la démocratie, mais si dominante et communicative qu'on la croit obligatoire, y compris dans les pays où la démocratie a pris d'autres visages.

Refuser par exemple à une jeune musulmane l'entrée d'une salle de classe tant qu'elle ne laisserait pas son voile au vestiaire ? « Bonne action », clamera le républicain. Non, « mauvaise action ! » s'indignera le démocrate. « Laïcité », dira l'un. « Intolérance », dira l'autre. (Vous et moi avons répété la scène ces derniers temps.) Querelle de mots ? Non : quiproquo des principes.

On peut se dire républicain sans se conduire en démocrate : certains voient même là notre tentation, voire notre héritage national. Royaume-Uni, Espagne, Belgique et beaucoup d'autres monarchies constitutionnelles témoignent à l'inverse qu'on peut être démocrate sans être républicain. Il est des républiques de nom, qui n'ont ni les principes ni les contraintes de la nôtre : ainsi l'Allemagne et les Etats-Unis, qui méritent pleinement leur nom de démocraties (quoiqu'il y eût beaucoup de république dans la démocratie de Lincoln, comme le montre encore aujourd'hui la puissance du Congrès). L'absence de monarchie héréditaire ne fait pas plus une république, au sens fort et propre du mot, que l'appellation démocratie populaire n'annonçait le pouvoir du peuple.

Chaque époque a ses fétiches. Nous avons à présent, et c'est tant mieux, les droits de l'homme, l'Europe, la société civile, l'État de droit. Démocratie est le plus grand de ces grands mots et il se voit de loin. On comprend l'attrait qu'il exerce sur les peuples de l'Est européen et de Chine, la vertigineuse espérance qu'il incarne à leurs yeux. Mais chez nous, c'est l'un de ces mots-valises qui confondent le genre et l'espèce, la classe et l'ordre. Nous sommes tous, en Europe, démocrates. Vive les élections libres ! Certes, ô combien. Mais l'humaniste ne crie pas « vive les glandes mammaires » parce que tous les hommes sont des mammifères. Les baleines, les chèvres et les humains donnent à téter à leurs petits, mais on demande à l'humaniste un peu plus de précision, et à l'humanité un petit effort supplémentaire. Comme l'Homo sapiens est un mammifère plus, la république est la démocratie plus. Plus précieuse et plus précaire. Plus ingrate, plus gratifiante. La république, c'est la liberté, plus la raison. L'État de droit, plus la justice. La tolérance, plus la volonté. La démocratie, dirons-nous, c'est ce qui reste d'une république quand on éteint les Lumières.

C'est une chose étrange en Europe qu' « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » selon le préambule de notre Constitution de 1958 (ou de 1946).

Ce statut de droit légitime un état de fait. A histoire unique, Constitution unique. Il en découle un certain nombre d'usages, d'inhibitions, de passions et de devoirs dont nos amis et voisins démocratiques ne cessent de s'ébaudir ou de s'indigner. Comme l'indiquent les articles stupéfaits ou rigolards consacrés à « l'affaire du voile » par les journaux européens les plus sérieux, il va de soi pour un Anglais ou un Danois que les Français sont une fois de plus tombés sur la tête. Ils n'ont pas tort. Depuis 1789, et plus exactement depuis 1793, lorsque des insensés eurent l'audace d'arracher à Dieu, pour la première fois, le gouvernement des hommes sur un canton de la planète, nous sommes marginaux et à contre-courant. Deux cents ans après et en dépit des apparences, notre République n'a pas en Europe de véritable équivalent. En 1889, il n'y avait que deux républiques sur notre continent : la France et la Suisse. Malgré quelques changements de noms, alentour, je me risquerai à soutenir que la situation, cent ans plus tard, n'a pas beaucoup changé.

A l'Audimat planétaire, nous voilà encore plus à l'index. Dans un monde où sur quelque 170 Etats souverains plus de 100 peuvent être déjà qualifiés de religieux, les nations laïques forment une minorité en peau de chagrin. Dans la Communauté européenne qu'on dit sécularisée, la laïcité n'est nulle part un principe constitutionnel. Pas plus qu'elle ne l'est aux Etats-Unis d'Amérique (où le Premier Amendement ne stipule que la séparation des Eglises et de l'État), ou en URSS, où régna pendant soixante ans une religion d'Etat, le marxisme-léninisme (les Eglises n'ont évidemment pas l'exclusivité du cléricisme). Les crucifix continuent de trôner, bien sûr, dans les écoles publiques

d'Espagne. La déchristianisation n'empêche pas les petits Danois de commencer leur journée scolaire par un psaume. Ni le « God Save the Queen » de retentir en Grande-Bretagne où l'anglicanisme est d'Etat. Ni le Code pénal allemand (article 166) de sanctionner le blasphème, comme celui de la Hollande, patrie de la tolérance, où Rushdie n'a dû d'être publié qu'à l'article 147 dudit code qui punit les seules injures faites à Dieu mais non à ses prophètes. Rappelons qu'en France le blasphème a cessé d'être un délit en 1791.

Coupons court aux anecdotes. Pasteurs ou prêtres fonctionnarisés, enseignement religieux obligatoire à l'école sauf demande expresse des parents, partis confessionnels dominants, bonne conscience ou culpabilité omniprésentes en toile de fond : dans l'Europe du Marché commun, la politique n'a pas véritablement conquis sa pleine autonomie sur le religieux, lequel garde par ailleurs le monopole du spirituel. Dans l'Europe vaticane et luthérienne, où pape, mollahs et rabbins battent le rappel des ouailles, la république reste un corps étranger, dont rien n'assure qu'il est inassimilable. Les décisions communautaires ne se prennent-elles pas désormais à la majorité ?

La laïcité n'a pas sa raison en elle-même : s'y arrêter ou s'en obséder, c'est la ruiner à terme. Elle n'est qu'un effet secondaire et dérivé d'un principe d'organisation. La clé de voûte de ce « pilier » n'est pas la démocratie — rarement laïque — mais la république, qui l'est nécessairement. Sa remise en question est logique. N'est-ce pas dans l'hiver 1940 que les devoirs envers Dieu furent rétablis dans les programmes de l'école primaire, et en 1941 que les curés furent autorisés à venir faire le catéchisme en classe ? Au moment où, cachée derrière un auguste Maréchal, une technocratie jeune, compétente et moderniste prenait à Vichy, entre un Mea culpa et un Te Deum, les commandes de l'État français, en lieu et place de « la République athée ».

Nous le savons bien : il faut mettre plus de démocratie dans notre République. Lui enlever cette mauvaise graisse napoléonienne, autoritaire et verticale ; cette surcharge de notables, cet héritage monarchique, cette noblesse d'Etat qui l'empâtent. La République française ne deviendra pas plus démocratique en devenant moins républicaine. Mais en allant jusqu'au bout de son concept, sans confusion.

Opposer la république à la démocratie, c'est la tuer. Et réduire la république à la démocratie, qui porte en elle l'anéantissement de la chose publique, c'est aussi la tuer. Comment les démêler, s'ils sont indissociables ? Selon quels critères idéaux ? Tout gouvernement, pour borné que soit son horizon, repose sur une idée de l'homme. Même s'il ne le sait pas, le gouvernement républicain définit l'homme comme un animal par essence raisonnable, né pour bien juger et délibérer de concert avec ses congénères. Libre est celui qui accède à la possession de soi, dans l'accord de l'acte et de la parole. Le gouvernement démocratique tient que l'homme est un animal par essence productif, né pour fabriquer et échanger. Libre est celui qui possède des biens — entrepreneur ou propriétaire. Ici donc, la politique aura le pas sur l'économie ; et là, l'économie gouvernera la politique. Les meilleurs en république vont au prétoire et au forum ; les meilleurs en démocratie font des affaires. Le prestige que donne ici le service du bien commun, ou la fonction publique, c'est la réussite privée qui l'assure là.

En république, chacun se définit comme citoyen, et tous les citoyens composent « la nation », ce « corps d'associés vivant sous une loi commune et représenté par le même législateur » (Sieyès). En démocratie, chacun se définit par sa « communauté », et l'ensemble des communautés fait « la société ». Ici les hommes sont frères parce qu'ils ont les mêmes droits, et là parce qu'ils ont les mêmes ancêtres. Une république n'a pas de maires noirs, de sénateurs jaunes, de ministres juifs, ou de proviseurs athées. C'est une démocratie qui a des gouverneurs noirs, des maires blancs et des sénateurs mormons. Conci-toyen n'est pas coreligionnaire.

Au-dessus de la nation, il y a l'humanité. Au-dessus de la société, il y a Dieu. Le président à Paris prête serment sur la Constitution votée par ceux d'en bas, et à Washington sur la Bible, qui émane du Très-Haut. Le premier, après son « Vive la République ! Vive la France ! » terminal, ira se faire encadrer dans sa bibliothèque avec les « Essais » de Montaigne dans les mains. L'autre terminera son discours sur « God Bless America » — et se fera photographier sur fond de bannière étoilée.

En république la liberté est une conquête de la raison. La difficulté est que si on n'apprend pas à croire, il faut apprendre à raisonner. « C'est dans le gouvernement républicain, disait Montesquieu, qu'on a besoin de toute la puissance de l'éducation ». Une république d'illettrés est un cercle carré, parce qu'un ignorant ne peut être libre, participer à la rédaction ou prendre connaissance des lois. Une démocratie où la moitié de la population serait analphabète n'est nullement impensable.

En république, l'État est libre de toute emprise religieuse. En démocratie, les Eglises sont libres de toute emprise étatique. Par « séparation des Eglises et de l'État », on signifie en France que les Eglises doivent s'effacer devant l'État, et aux Etats-Unis que l'État doit s'effacer devant les Eglises. On comprend pourquoi : en souche protestante, terrain d'élection de la démocratie, le droit à la dissidence était inclus dans la croyance, l'esprit de religion ne faisant qu'un avec l'esprit de liberté, En terrain catholique, le droit à la dissidence a dû être arraché par l'État à l'Eglise parce qu'elle se posait en propriétaire éternel du Vrai et du Bien. Et le rang assigné aux recteurs d'université et aux membres de l'Académie par le protocole républicain est celui qu'occupent cardinaux et évêques dans les cérémonies démocratiques. Une république fait passer ses écrivains et ses penseurs avant, une démocratie après ses agents de change et ses préfets de police. Bon indice que l'évolution du protocole,

L'idée universelle régit la république. L'idée locale régit la démocratie. Ici, chaque député l'est de la nation entière. Là, un représentant l'est de sa seule circonscription, ou « constituency ». La première proclame à la face du monde les droits de l'homme universel, que personne n'a jamais vu. La seconde défend les droits des Américains, ou des Anglais ou des Allemands, droits déjà acquis par des collectivités bien limitées mais réelles. Car l'universel est abstrait et le local concret, ce qui confère à chaque modèle sa grandeur et ses servitudes. La raison étant sa référence suprême, l'État en république est unitaire et par nature centralisé. Il unifie par-dessus clochers, coutumes et corporations les poids et mesures, les patois, les administrations locales, les programmes et le calendrier scolaires. La démocratie qui s'épanouit dans le pluriculturel est fédérale par vocation et décentralisée par scepticisme. « A chacun sa vérité », soupire le démocrate, pour qui il n'y a que des opinions (et elles se valent toutes, au fond). « La vérité est une et l'erreur multiple », serait tenté de lui répondre le républicain, au risque de mettre les fautifs en péril. Le self-government et les statuts spéciaux ravissent le démocrate. Ce dernier ne voit rien de mal à ce que chaque communauté urbaine, religieuse ou régionale ait ses leaders « naturels », ses écoles avec programmes adaptés, voire ses tribunaux et ses milices. Patchwork illégitime pour un républicain.

La démocratie peut laisser proliférer les particularismes, s'éclater les égoïsmes parce qu'In God We Trust est sa devise intime, au reste inscrite sur chaque billet vert. La one nation under God ne risque pas de se désagréger parce que Dieu est un bon fédérateur. Elle peut se montrer matérialiste à gogo, individualiste en diable parce que le consensus intercommunautaire est pris en charge, quelle que soit la diversité des truchements confessionnels, par le message d'Abraham, (déposé sur la table de nuit de toutes les chambres d'hôtel). Les libéraux qui veulent importer en république une moitié de démocratie, sans son volet religieux, ne remplacent pas ce qu'ils détruisent car, amputée de son credo puritain, cette forme de gouvernement tourne à la jungle sans foi ni loi. Le pragmatisme n'est pas à la portée de la république, qui dépérit sans « grand dessein ». Car la métaphysique dont toute cité terrestre a besoin, elle ne peut la demander au Créateur ni à aucune Révélation. Elle doit être à elle-même sa propre transcendance. Elle peut donc mourir de gestion.

En république, l'État surplombe la société. En démocratie, la société domine l'État. La première tempère l'antagonisme des intérêts et l'inégalité des conditions par la primauté de la loi ; la seconde les aménage par la voie pragmatique du contrat, de point à point, de gré à gré. Au règne des fonctionnaires, là où l'État, « recteur et vecteur de la formation nationale » (Pierre Nota), a aussi assuré, et depuis longtemps, la régulation sociale, s'oppose celui des juristes en terre marchande et protestante, là où la règle advient par le local et le privé. Aussi bien le nombre de juristes (avocats, notaires, conseils juridiques) est-il en France très inférieur à celui des pays voisins : 1 pour 2000 habitants, mais 1 pour 1 000 en Grande-Bretagne, 1 pour 1200 en RFA et 1 pour 500 aux Etats-Unis.

Une république se fait d'abord avec des républicains, en esprit. Une démocratie peut fonctionner selon la lettre, dans

une relative indifférence, en se confiant à la froide objectivité de textes juridiques. 50 % d'abstentions aux élections privent une république de substance, mais n'entament pas une démocratie. Le gouvernement des juges n'est pas républicain. Pas seulement parce qu'il dépossède le peuple législateur de sa souveraineté il dispense chaque citoyen de vouloir, en son âme et conscience, ce que les lois lui dictent.

Et cela n'est pas contradictoire avec ceci que la démocratie met à l'honneur le moralisme parce qu'elle confond le privé et le public, les vertus personnelles et les obligations civiques. On y prend volontiers la charité pour la justice, l'abbé Pierre pour phare, la Croix-Rouge et les Restos du Coeur pour une réponse satisfaisante à la « question sociale ». La république qui sépare soigneusement le privé du public « pour les mêmes raisons qu'elle sépare le spirituel du temporel » se refuse à juger ses hommes publics sur leur vie privée (comme aux Etats-Unis). Elle préfère le civisme. A ses yeux, on ne fait pas de bonne politique avec de bons sentiments ni même une morale. Il peut donc lui arriver d'exercer une justice sans charité.

Une démocratie, si elle est petite ou moyenne, ou en dette avec son passé, peut avoir un statut de protectorat militaire sans malaise ni reniement. L'Allemagne, le Japon, l'Italie sont des démocraties. Une république ne peut remettre à un tiers le soin de se défendre sans se nier comme république. La liberté à l'intérieur ne fait qu'une avec la souveraineté à l'extérieur. S'y appelle patriote celui qui, ne séparant jamais l'amour de la liberté de l'amour de son pays, ne reconnaît à sa patrie aucune supériorité d'essence sur ses voisines. En opprimant plus faible qu'elle, une république viole ses propres principes, et le découvre tôt ou tard. En démocratie, les patriotes portent le nom de nationalistes, qui sont gens redoutables car prêts à échanger la liberté contre la puissance.

Là où chaque citoyen doit pouvoir répondre de la liberté des autres, et donc, le cas échéant, porter les armes, on met la nation dans l'armée et l'année dans la nation. Que vaudrait l'égalité des citoyens devant la loi sans l'égalité devant la mort, et dès maintenant le service national ? Le principe républicain recommande l'armée de conscription. En démocratie, la défense nationale est souvent en temps de paix l'apanage de professionnels (comme aux Etats-Unis et du Royaume-Uni).

En république, la citoyenneté ne dépend pas d'une situation de fait mais d'un statut de droit. Le droit de vote, par exemple, on l'a ou on ne l'a pas, mais si on l'a, c'est à part entière. La souveraineté populaire ne se débite pas en tranches et les droits politiques ne se hiérarchisent pas. Une démocratie en revanche peut admettre d'avoir des citoyens de première, deuxième, troisième classe (un peu comme à Athènes) : elle seule peut distinguer entre « droit de vote aux élections municipales » et « droit de vote aux élections nationales » « distinction contraire à l'éthique comme à la légalité républicaines.

En république, il y a deux lieux névralgiques dans chaque village la mairie, où les élus délibèrent en commun du bien commun, et l'école, où le maître apprend aux enfants à se passer de maître. Ou encore, pour faire image, l'Assemblée nationale et la Sorbonne. En démocratie, ce sont le temple et le drugstore, ou encore la cathédrale et la Bourse.

La république, dans l'enfant, cherche l'homme et ne s'adresse en lui qu'à ce qui doit grandir, au risque de le brimer. La démocratie flatte l'enfant dans l'homme, craignant de l'ennuyer si elle le traite en adulte. Nul enfant n'est comme tel adorable, dit le républicain, qui veut que l'élève s'élève. Tous les hommes sont aimables parce que ce sont au fond de grands enfants, dit le démocrate. Cela peut se dire plus crûment : la république n'aime pas les enfants. La démocratie ne respecte pas les adultes.

En république, la société doit ressembler à l'école, dont la mission première est de former des citoyens aptes à juger de tout par leur seule lumière naturelle. En démocratie, c'est l'école qui doit ressembler à la société, sa mission première étant de former des producteurs adaptés au marché de l'emploi. On réclamera en ce cas une école « ouverte sur la vie », ou encore une « éducation à la carte ». En république, l'école peut être qu'un lieu fermé, clos

derrière des murs et des règlements propres, sans quoi elle perdrait son indépendance (synonyme de laïcité) à l'égard des forces sociales, politiques, économiques ou religieuses qui la tirent à hue et à dia. Car ce n'est pas la même école, qui se destine l'une à libérer l'homme de son milieu et l'autre à mieux l'y insérer. Et tandis que l'école républicaine sera réputée produire des chômeurs éclairés, on verra dans l'école démocratique une pépinière d'imbéciles compétitifs. Ainsi va la méchanceté, par tirs croisés.

La république aime l'école (et l'honneur) ; la démocratie la redoute (et la néglige). Mais ce que les deux aiment et redoutent le plus c'est encore la philosophie à l'école. Il n'est pas de moyen plus sûr pour distinguer une république d'une démocratie que d'observer si la philosophie s'enseigne ou non au lycée, avant l'entrée à l'université. On verra que dans la partie la plus démocratique de l'Europe, celle du Nord, de souche protestante, c'est l'enseignement religieux qui en tient lieu dans les classes terminales. Les systèmes d'enseignement démocratiques tiennent la philosophie pour un supplément d'âme facultatif, à se partager entre pasteurs et poètes. En république, la philosophie est une matière obligatoire, qui n'a pas pour fin d'exposer des doctrines mais de faire naître des problèmes. C'est l'école et notamment le cours de philosophie qui, en république, relie d'un lien organique les intellectuels au peuple, quelle que soit l'origine sociale des élèves.

Parce qu'elle est une idée, philosophique, la république est interminable, Elle se poursuit elle-même indéfiniment dans l'histoire, et ce qui la porte en avant est cet infini même, cette insatisfaction de soi. Farce qu'elle est un fait, sociologique, la démocratie peut se trouver belle en son miroir. Ce contentement de soi assez fréquent permet une propagande ethnocentrique mais efficace, Se jugeant indépassable, une démocratie se donne en modèle mondial, non sans bonne conscience. Se sachant imparfaite, et toujours trop particulière au regard de la République universelle qu'elle appelle de ses vœux, une république ne sera jamais qu'un exemple.

En démocratie, où l'opinion fait loi, l'argent fait prime. Les appareils de production d'opinion coûtent en effet de plus en plus cher, L'image déclasse l'idée, l'oral domine l'écrit ; et dans les campagnes électorales d'une démocratie, l'affiche exhibe la photo couleur (coûteuse) du candidat, non sa profession de foi écrite noir sur blanc (bon marché). Aussi le publicitaire commande-t-il au responsable politique, qui en règle générale devra manoeuvrer, après son élection, sous chantage médiatique. Il réglera sa politique selon les images qu'on peut ou non en donner, ajustant ses décisions successives aux degrés d'un baromètre dit d'opinion, lui indiquant chaque semaine la cote de popularité des uns et des autres. Tout comme le directeur d'une chaîne de télévision ajuste dans sa programmation l'offre à la demande en fonction des résultats de l'Audimat.

En république, le principe, qui est autre chose que le compromis des intérêts, règle les conduites. Un parti politique, par exemple, n'est pas une machine à conquérir et conserver le pouvoir. Il s'accorde non sur un visage ou une vague promesse mais sur un programme, et si le Souverain passe contrat avec lui, par son vote, ce parti sera tenu d'honorer son contrat. Pas plus qu'elle ne confond l'instruction avec l'information ou la recherche des raisons premières des choses avec les dernières nouvelles du monde, la république ne fait pas l'amalgame entre le suffrage et le sondage, la cité et la société. Car ceux qui confondent le peuple et la foule, ce qui est institué et ce qui est déchaîné, finissent par confondre la justice et le lynch. Ce qui doit être et ce qui est. Ce qui mérite de rester et ce qui mérite de passer.

Le maître mot en démocratie sera donc communication. Et en république, institution. Il n'est pas étonnant que dans le vocabulaire républicain, instituteur ou institutrice soit un terme noble, comme la fonction, alors qu'il tend à faire honte en démocratie. Du rectangle sacré à" tableau noir ou petit écran à€" dérivent deux types de nomenclatura. Chaque régime sa noblesse. Celle de la vie et celle du diplôme. Le journaliste, le publicitaire, le chanteur, l'acteur, l'homme d'affaires composent le Gotha d'une démocratie. Le professeur, le tribun, l'écrivain, le savant, et même, paradoxe apparent, l'officier, composent celui d'une république.

Une démocratie peut vivre à son aise dans le vacarme ambiant, sûr qu'à terme un ordre s'en dégagera tout seul. En

république, la distinction et le discernement exigent des enceintes et des plages de silence. La première peut se définir comme un optimisme du bruit et la seconde comme un optimisme du recueillement. La « fête de la musique » (comme s'appelle ce jour-là le bruit) incarne la philosophie d'une démocratie, la minute de silence concentre l'âme d'une république.

La mémoire est la vertu première des républiques, comme l'amnésie est la force des démocraties. Là où l'homme fait l'homme, chaque enfant en naissant est âgé de six mille ans. Quand on n'a que l'histoire pour soi, s'amputer du passé serait se mutiler soi-même. Quand c'est Dieu qui fait l'homme, il le refait intact à chaque naissance. Inutile de se remémorer ce qu'il y avait avant nous, chaque époque recommence l'aventure à zéro. Les plus grands honneurs seront rendus ici aux bibliothèques, là aux télévisions. Car, si les bibliothèques sont les cimetières préférés des grands morts, dont le culte définit la culture, la télévision tue le temps agréablement. Une république comme une bibliothèque est composée de plus de morts que de vivants, alors qu'en démocratie comme à la télé seuls les vivants ont le droit d'informer les vivants. Chaque système a ses inconvénients, on en discute.

La république aime l'égalité, sans être égalitariste. Car ce n'est pas la justice mais le ressentiment qui entend niveler les conditions et les récompenses sans tenir compte des capacités et des efforts. Il s'agit de les proportionner à l'éternel problème sans formule passe-partout, dont la solution toujours précaire appelle l'interminable combat pour la justice. L'égalité sociale n'est pas au programme de la démocratie où l'on parle d'autant plus haut et fort des libertés publiques et individuelles qu'on veut surmonter l'embarras suscité par les inégalités économiques. Sous le terme d'« égalité », le démocrate peut se contenter de l'égalité juridique devant la loi ; mais le républicain y ajoute obligatoirement une certaine équité des conditions matérielles, sans laquelle le pacte civique devient, à ses yeux, un faux-semblant léonin. Le fait que des myriades de parias et d'intouchables y meurent chaque jour sur les trottoirs n'empêche pas l'Inde d'être une authentique démocratie (malgré son nom de République). Le fait qu'à New York des milliers de homeless et de drogués dorment dans les parcs en hiver, que les pauvres aient leurs hôpitaux et leurs écoles et les riches les leurs, sans comparaison possible, n'enlève rien au rayonnement mondial et justifié de la statue de la Liberté. Il n'y a plus, dans un pays, de république, mais il y a encore démocratie lorsque l'écart des revenus et des patrimoines y est de 1 à 50. L'idéal républicain postule, lui, un certain respect des proportions. Les salaires faramineux des vedettes et des puissants du jour, par hasard révélés au public, ne suscitent chez le fauché démocrate qu'un haussement d'épaules simples rançons, dira-t-il, de la liberté d'entreprendre. Ce n'est pas, en revanche, pour le républicain, poser à l'ascète ou au spartiate que de réprouver les fossés du luxe et l'accroissement des privilèges. La pauvreté émeut une démocratie elle ébranle une république. La première veut un maximum de solidarité et quelques dons. La seconde, un minimum de fraternité, et beaucoup de lois. Et ce que l'une confie à des fondations, l'autre le demande d'abord à des ministères.

On peut aussi traduire ces deux sensibilités en idéologies rassurantes et répéter avec les grands ancêtres le socialisme, c'est la république, et le libéralisme, la démocratie, poussées l'une et l'autre jusqu'au bout. Mais cette opposition, parfaitement exacte, apparaîtra rétro aux lecteurs de « Globe ». Les socialistes eux-mêmes, ces « vieux républicains », se voulant désormais jeunes et branchés, le thème « inégalités sociales » passe derrière l'antienne « droits de l'homme ».

Un républicain se gardera de dissocier l'homme du citoyen parce que c'est l'appartenance à la cité qui donne à un homme ses droits politiques. Dès le moment où l'individu n'est plus traité comme citoyen mais comme un simple particulier, l'esclavage pointe à l'horizon et dans l'immédiat, l'arbitraire, qui est l'absence de lois. La liberté en république n'advient à l'individu que par la force des lois, c'est-à-dire par l'Etat. Il n'est pas étonnant que les démocrates ne parlent que des « droits de l'homme » quand un républicain ajoute toujours : « et du citoyen ». Ajout qui n'est pas à ses yeux complément mais condition. Comme la laïcité est la condition de la tolérance et non son opposé.

Cela n'interdit pas qu'en son privé, et assez souvent, le républicain réfractaire à l'air du temps se conduise en « individualiste » et le démocrate, âme poreuse que le social oblige, en « socialisé ». L'individualisme, dont la

démocratie fait religion, devient alors l'âme d'un monde sans individus, l'arôme spirituel du mouton. La statistique promeut plus sûrement l'opinion médiocre que l'opinion éclairée. Les chambardeurs qui vénèrent la différence, brocardent vulgates et orthodoxies, baptisent « liberté » le « fais ce que voudras », se ressemblent parfois plus entre eux que les esprits rangés pour qui la liberté consiste à bien penser et à faire ce qu'on doit. Thélème n'est pas toujours où l'on pense.

Comblent les écarts entre individus, c'est l'idéal d'un monde où une discussion est dite utile lorsqu'elle permet à des adversaires d'harmoniser in fine leurs points de vue en émoussant les arêtes, comme si la démocratie nous imposait ce devoir envers autrui : tomber d'accord. En république, on ne juge pas inutile de débattre pour clarifier ses différences, voire pour les aiguïser dans un mutuel respect. « Les extrêmes me touchent » est le mot d'un républicain. « Tout ce qui est excessif est insignifiant » celui d'un démocrate. La gageure du républicain : allier la malséance à la courtoisie. Incommode, on le voit, ce régime qui a d'abord besoin d'esprits incommodes.

La démocratie, qui marche au consensus, a besoin, pour se désennuyer, de scandales et de « révélations », comme de « in » et de chic, la mode servant d'ombre portée au conformisme. Monstre d'orgueil et âme noble, Stendhal est le républicain par excellence. Son ami Mérimée, un démocrate profond. Victor Hugo est républicain, Sainte-Beuve démocrate. (Faubert ni l'un ni l'autre.) Il fallait être un peu seigneur pour dire non à Napoléon III, ami des pauvres et champion avoué de la démocratie, à qui le suffrage universel donna la majorité jusqu'à la fin. Minoritaire, un républicain s'enflamme. Un démocrate en minorité est un homme (ou une femme) déprimée(e).

Il n'y aurait pas jeu de société plus actuel que le « qui est quoi ? » Joxe et Chevènement, « républicains » ? Lang et Jospin, « démocrates » ? Chevènement a rendu son honneur à l'École, mais Joxe admet volontiers le « foulard » dans l'école publique. Rien n'est simple. Mitterrand semble « républicain » dans l'adversité, « démocrate » par beau temps, vent en poupe (cela vaut mieux que l'inverse). Janus bifrons, il file à présent des jours tranquilles à l'Élysée. Michel Rocard est un démocrate type. Dans les allées du pouvoir, partout, les républicains ont cédé le pas. En règle générale, le républicain n'aime pas l'économie, qui le lui rend bien, Les inspecteurs des Finances, eux, adorent la démocratie. On sait qu'avoir l'économie pour idéal conduit vite à faire l'économie de l'idéal. A l'inverse, ne pas faire ses comptes, c'est faire bon marché de la sueur des hommes. Trop d'économisme tue la république ? Pas assez, aussi. Rien n'est simple. « Le Monde » fut longtemps un journal « républicain ». « Libération » est un journal « démocrate » depuis le début. Antirépublicain de naissance, en quelque sorte, par filiation soixante-huitarde.

Il pourrait s'en déduire une petite caractérologie amusante pour longue soirée d'hiver. Si forte est l'interpénétration des types que vous serez sûr, au moment de dire une vérité, de faire aussi une bourde, Mais comment résister à la tentation d'observer que le républicain est meilleur à l'écrit et le démocrate à l'oral ? L'un séduit (hommes ou femmes) en marquant ses distances : c'est un froid(e). Il (ou elle) peut en jouer. C'est un être de fidélité, mais égoïste. L'autre est chaleureux, plus facile d'accès. Il propose à tous et à toutes et tout de suite de bons moments. C'est un être de proximité. De fugacité aussi. Quand il parle en public, le républicain semble emphatique ou cassant. Ce qu'il dit est peut-être juste, mais cela sonne faux. Le démocrate est enjoué et piquant : c'est peut-être faux mais ça sonne juste. Pour celui-ci, un homme en tête du hit-parade ne peut pas être tout à fait mauvais. Ni un auteur non reconnu vraiment bon. L'autre aussi lira son Top 50 mais de bas en haut. Le républicain est-il misogyne ? Et le démocrate androgyne ? Dangereux dans notre culture sont les poncifs sexuels. Mais éclairantes, les polarités. Disons alors que l'Homo republicanus a les défauts du masculin, l'Homo democraticus, les qualités du féminin. Au républicain importe surtout le temps qui passe, celui qui ronge et dégrade l'énergie.

D'où l'angoisse, la crispation. On se raidit parce que cela se défait tout seul. Au démocrate importe d'abord le temps qu'il fait. Pas d'inquiétude, les saisons tournent, et le soleil viendra après la pluie. Le jean après le tchador. La réconciliation après la bataille. Il croit si peu en la guerre qu'il prépare déjà la paix au premier coup de feu. C'est dangereux en période de crise. Qui est le sage, qui est le fou ? Comment savoir ? Il faudrait les marier, ces deux-là. Ça réduirait les risques. Rassurez-vous. La vie le fait toute seule, comme en se jouant.

En matière politique, la critique des beautés n'est guère conseillée. On préfère s'attarder sur les anomalies et les monstruosité. Non sans motif : elles nous dévoilent, dit-on, le fond des choses. Il y a une pathologie de la république. Au siècle dernier, Hippolyte Taine, l'auteur le moins lu et le plus cité par nos hommes de gauche modernes (à leur insu), a tout dit sur le jacobin glacial et sans âme, égaré par l'esprit de géométrie, méprisant les hommes réels au nom d'une idée de l'homme. Cet « abominable » théoricien ce « régent de collège » est un danger public ambulante. Regardez-le passer. Sec, maigre, suspicieux à l'œil une guillotine au fond des yeux. Ecoutez-le parler. Il explique tout et ne comprend rien. Et tout n'est pas faux dans cette caricature conservatrice. Il est vrai qu'une république malade dégénérera en caserne, comme une démocratie malade en bordel. Une tentation autoritaire guette les républiques inconfortables, comme la tentation démagogique les démocraties accommodantes.

Il serait décent de mettre en vis-à-vis les dérapages, mais les adversaires de chaque modèle crieront à la fausse symétrie. C'est un fait qu'aujourd'hui la critique du modèle républicain s'exerce volontiers à partir de sa maladie. Dans la fermeté des principes, on dénoncera la rigidité des attitudes ; dans la volonté de cohérence, le goût de la coercition ; dans la logique, le simplisme. Le républicain inculpé ne trouvera qu'avantage à retourner le compliment au démocrate : vous me jugez arrogant (le terme le plus fréquemment associé à « français » dans toutes les bouches d'Europe) ? Je vous trouve bien complaisant. Dogmatique, moi ? Regardez-vous dans la glace, jeune homme plus éclectique que vous on meurt. Vous vantez votre souplesse, pour vous cacher votre mollesse. Réaliste, vous ? Opportuniste, vous voulez dire. Vous me voyez guerrier et sectaire ? Je vous vois capitulaire et courant d'air. Ces échanges de politesses permettent à chaque camp de resserrer les rangs. La diatribe a cet avantage qu'elle évite le dialogue. Chacun se trouve beau dans le miroir déformant du voisin : la polémique par la pathologie est une ruse classique du narcissisme.

Ce n'est pas un hasard si les formes monstrueuses de la république excitent à présent mille fois plus de railleries que celles de la démocratie. Le rapport des sarcasmes traduit le rapport des forces. Dans la République française de 1989, la république est devenue minoritaire. Et le minoritaire aux yeux du démocrate est toujours laid.

Le démocrate a vaincu. Le républicain ne semble plus mener que des combats d'arrière-garde. Cette victoire par KO ne sanctionne pas la fin d'un match, pour la simple raison qu'il n'y a pas eu affrontement mais un glissement de plaques tectoniques sous nos pieds. La nation continue de parler en république, la société agit et pense en démocratie. Il y a décalage entre la norme et la culture, entre l'histoire de France et la vie des Français. Ce déphasage entre le protocole et les usages explique le porte-à-faux des élèves et des professeurs. Comme le montrent les enquêtes sur le voile, un Français de plus de 45 ans a deux chances sur trois de réagir en républicain, et de moins de 25 en démocrate. La république paraît une idée de vieux. L'école laïque aussi, ni l'une ni l'autre ne sont « sympas ». Elles impliquent des devoirs quand tout alentour nous parle droits de l'homme, avoir sans débit, plaisir sans peine. Intégration sans règle. Les démocrates aiment mieux la jeunesse que les principes ? Ce n'est pas une nouvelle. L'époque est à l'ample, non au cintré ; aux épaulettes, non à la blouse grise. Il faut vivre avec son temps, peu importe la loi si elle est d'un autre âge. Ainsi avons-nous célébré en 1989 la naissance de l'idée française dans les formes américaines, et tout le monde d'applaudir au défilé Goude, apothéose démocratique, abomination républicaine. « On m'a volé mon Bicentenaire » ? Non : on m'a volé ma République.

Disons qu'il y a eu décalage entre l'intention et le résultat. Parti en 1981 pour « réconcilier le socialisme et la liberté », grandiose aventure, la gauche en est arrivée à réconcilier Raymond Barre avec Harlem Désir. C'est méritoire, mais pas vraiment surhumain, car ils n'étaient pas vraiment brouillés (la convivialité n'ayant jamais fait tort à la Bourse). Sous le nom de « socialisme », les descendants du Parti républicain prônent et pratiquent la démocratie libérale, Michelet a accouché de Tocqueville. Bonne ou mauvaise, la surprise mérite explication.

On ne reprendra pas ici dans le détail les crises, mutations, métamorphoses, écroulements, dépassements qui ont envoyé à la trappe, à domicile, le modèle républicain. Les sociologues font fort bien leur métier, et c'est évidemment un phénomène de société que l'abdication de l'idée devant l'image, du père devant le fils de pub, de la chose publique devant les cultes privés.

Il faudrait évoquer l'affaiblissement matériel, objectif, mesurable, de la France dans le monde. Cette mise à niveau a rasé les vieilles haies du bocage, donnant libre cours au vent d'Amérique qui balaie tout sur son passage. Comme le soft chasse le hard, les santiags les galoches, le compact les 45-tours. Et le fax le béline. Les sociologues parlent d'acculturation, comme les philosophes jadis d'aliénation, pour décrire ces situations où le propre est vécu comme autre et l'étrangeté comme propre. La république, frappée paraît-il d'obsolescence technologique comme un produit de première génération, est sentie par ses inventeurs comme une chose étrangère et étrange, un folklore un peu comique. Non ou pas seulement parce que les sciences sociales ont supplanté la philosophie à l'université, mais parce que des deux côtés de la rue Soufflot, à l'angle du boulevard Saint-Michel, un Free Time et un McDonald's ont remplacé le Maheu et le Capoulade. Les formes du décor urbain ont plus d'incidence qu'on ne croit sur les contenus d'enseignement. Ce qu'on mange sur ce qu'on croit, et ce qu'on entend sur ce qu'on attend.

Notre establishment intellectuel, qui regarde l'histoire de France depuis les self-services d'outre-Atlantique, n'en revient pas de nos menus à prix fixe. Aussi a-t-il escamoté « De la République en France » sous « De la démocratie en Amérique ». Tournant le dos à Michelet, ce naïf, ce pompier, il a demandé à M. Tocqueville de présenter 1789 au public, c'est-à-dire d'expliquer la Révolution comme une simple étape locale de l'avènement démocratique mondial, qui met la Révolution entre parenthèses, et la République. Notre establishment médiatique monte en une « la fin de l'Histoire » de M. Fukuyama, fonctionnaire au Département d'Etat américain, qui, dans la revue « National Interest » (imagine-t-on une revue française avec un pareil titre ?), traduit fort improprement ce que M. Kojève expliquait fort subtilement à Paris après guerre et à sa suite des dizaines de philosophes français. Notre establishment politique tient pour un progrès qu'un gouvernement de gauche saisisse le Conseil d'Etat et non le parlement sur la question de l'école. « Etat de droit » fait chic, « peuple souverain », ringard. Le gouvernement des juges n'est-il pas le dernier mot de la démocratie ? Les « autorités administratives indépendantes » ne sont-elles pas, partout, des garants d'objectivité et de neutralité ? Bien archéo, le naïf qui croit que le juge était là pour appliquer la loi, et le citoyen pour la faire. C'est l'inverse.

Il faudrait évoquer l'abaissement de l'Etat et de l'idée d'Etat au-dedans. Le recul du service public sous couvert de la lutte contre les monopoles d'Etat. Le salut par la privatisation, le mécénat et la sponsorisation, l'alignement des chaînes publiques sur les chaînes privées, et tant de reconversions amplement décrites. La République ne veut pas un Etat fort mais un Etat digne. Quand, les ressources budgétaires en baisse, la dignité devient hors de prix, le mieux-disant démocratique emporte le marché. Ce n'est pas un choix mais un automatisme.

Il faudrait évoquer la crise de la raison et de l'universel du XVIIIème siècle, Hiroshima et Tchernobyl, mais aussi Lévi-Strauss, Freud, Nietzsche et le père Marx qui ont, sans aucun doute, relativisé les absolus de Condorcet, tous les pré-supposés de son club de pensée ingénument baptisé Société des Amis de la Vérité, qui le premier en France lança, en 1971, le manifeste républicain. Sans oublier le retour de la famille et des bons sentiments, la victoire de la tripe sur la logique, de l'humanitarisme sur l'humanisme. La promotion du médecin et la dépression du militant. Le regain de la vie associative et l'évaporation des partis.

Il faudrait évoquer la décentralisation, le come-back des notables, la nouvelle gloire des féodalités provinciales, le retour de Maurras par la gauche, « vivre au pays » et « droit à la différence ». La réhabilitation démocratique de l'Ancien Régime et de ses « diversités ». La régionalisation pédagogique, l'abandon subreptice du concours national comme de l'inspection générale, bref la liquéfaction de l'école comme institution au bénéfice des « communautés éducatives ». Il nous faudrait surtout et d'abord parler de l'Europe, notre beau messianisme de riches.

Ce gros et mol estomac se fait assez peu remarquer. C'est que nous sommes dedans, et son action est lente. Les sucs gastriques communautaires dissolvent en silence les divers résidus des accidents de l'histoire européenne. Contre-culture assez singulière, la république était l'un d'eux. Sa digestion se fait démocratiquement à la majorité. Par réduction des marges de souveraineté de l'Etat et subordination du législateur au technocrate, qui n'a à répondre de rien devant personne. La bouillie sera-t-elle conforme ? Pas plus qu'on ne naît laïque, on ne naît républicain : on le devient. On peut aussi, et pour les mêmes raisons, cesser de l'être. La république n'est pas une prédestination

mais une situation. Elle se gagne par l'effort, et se perd sans effort. L'avenir dira si « l'intégration européenne » désignera ou non la meilleure façon qu'avait l'Europe d'enlever de sa chaussure le petit caillou français, que lui avait glissé en partant, la vilaine, notre Révolution.

Dans l'Europe des régions, des capitaux et des obédiences, le premier Etat-nation du continent devient retardataire. On s'était cru en avance parce qu'on avait chassé le Bon Dieu de la présidence, pour qu'une société se fonde non sur l'obéissance des fidèles, ni sur l'appétit de consommateurs, mais sur l'autonomie des citoyens. Si Dieu revient un peu partout avec ses capucins et ses traders, en force ou en douceur, l'avant-garde se retrouve à la remorque. Pour se montrer concurrentielle, la France devra-t-elle alléger son train de vie, se décrisper en quelque sorte ? Une république à Bruxelles, n'est-ce pas bien encombrant ?

Le modèle du pays libéral, qui suppose de moins en moins de citoyens dans les rues et de plus en plus d'individus à la maison, inspire la Communauté des convoitises, non celle des principes. « Eppur se muove ». N'est-ce pas fuir la réalité que d'habiller l'Europe des banquiers, la seule qui existe, avec le bleu de chauffe d'une Europe des travailleurs dont l'espoir ne luit que dans nos banquets ? La gauche française a fait de la construction européenne un mythe de substitution, censé combler le vide laissé dans les esprits par l'abandon du projet de construction d'une société nouvelle (ce dernier s'étant brisé, comme la barque de l'amour, contre la réalité). Elle n'avait peut-être pas le choix. Mais c'est un piège : si les socialistes veulent être de bons Européens, ils seront de mauvais socialistes. Et vice versa.

Il suffirait de bons républicains. Et qu'au lieu d'apprendre de nos partenaires le B.A.-Ba de la démocratie libérale, en bons élèves méritants, ils soient assez lucides et culottés pour leur proposer les rudiments de la république (laïque et démocratique). Il n'est rien dont l'Europe ait aujourd'hui plus besoin : restituer aux individus leur dignité de citoyens. Si l'espace public ne leur confère plus cette dignité, ils iront la chercher ailleurs. Car il n'est pas de lien social sans référence symbolique. L'Etat commun à tous viendrait-il à perdre la sienne que les Eglises et les tribus le remplaceraient bientôt dans cette fonction unificatrice. Par simple appel d'air. Quand une république se retire sur la pointe des pieds, ce n'est pas l'individu libre et triomphant qui occupe le terrain. Généralement, les clergés et les mafias lui brûlent la politesse, tant il est vrai que chaque abaissement moral du pouvoir politique se paie d'une avancée politique des autorités religieuses, et d'une nouvelle arrogance des féodalités de l'argent.

Car le sentiment ne suffit pas. Il faut à la liberté personnelle des institutions, à la volonté raisonnable des appartenances. Elles s'affaissent sans ossature. Une société de compassion et de bonnes paroles, sans règles ni discipline, ouvre la porte à des duretés imprévisibles. Hier, c'est l'Etat et ses censures qui menaçait l'autonomie de l'individu, comme la liberté de conscience et d'expression. Aujourd'hui, c'est de la « société civile » à€”tohu-bohu d'appétits et d'intolérances masquées à€”que montent les plus grands périls (les demandes d'interdiction et d'exclusion). La loi du coeur ne peut à elle seule faire face à la montée de pouvoirs de plus en plus intolérants et incontrôlés à€” médias, clergés, sciences, administration. La défense de l'autonomie individuelle passe à présent par la défense de l'Etat républicain et de la société qui lui correspond. L'ironie du sort faisant du plus impossible des régimes politiques le plus nécessaire. Du plus ringard, le plus futuriste,

Et si la République, qui est d'hier, revenait demain ? Ce ne serait pas la première pirouette de l'opéra-planète qui n'a jamais cessé de suivre en son for intérieur le mot d'ordre de Giuseppe Verdi : « Tournons-nous vers le passé, ce sera un progrès ». Pour être résolument modernes, osons être archaïques. C'est en ressuscitant l'Antiquité gréco-romaine que les hommes de la liberté, ces grands nostalgiques, enjambant le XVIIIème vers l'arrière, ont devancé tous leurs contemporains. Nous oublions trop que l'Ancien Régime, c'était leur modernité à eux. Ne la trouvant pas assez moderne, ils vainquirent l'ancien par l'antique : le style Louis XV par la rhétorique Brutus, Boucher par David. L'invention du futur a de ces ruses, comme si l'histoire, parfois, devait reculer pour mieux sauter.

On voulait hier nous enfermer dans le dilemme d'un capitalisme libéral, élégant et cynique, et d'un socialisme

étatiste, idiot et cynique. On a bien fait de ne pas choisir. Le premier ne satisfait pas l'essentiel en l'homme, qui est d'ordre culturel. Le second, qui trépassé, n'assurait même pas le minimum vital. Voudrait-on aujourd'hui pour faire pièce au nous-autres de l'Homo religiosus nous sommer de rallier le moi-je de l'Homo economicus qu'on répondrait : merci beaucoup, le nous-tous de la reconnaissance civique suffit. Il se pourrait en effet que le progrès, rétrograde à sa façon, nous donne à choisir entre deux sortes de retour la régression religionnaire ou la régression républicaine. Les tribus ou la nation. Les capucins ou les proviseurs. Auquel cas nous aurions tout intérêt à demander à Condorcet, Michelet et Jules Ferry de revenir faire trois petits tours à la télé. Une République française qui ne serait pas d'abord une démocratie serait intolérable. Une République française qui ne serait plus qu'une démocratie comme les autres serait insignifiante.

Régis Debray

Le nouvel Observateur, 30 novembre-6 décembre 1995 / pp. 115-121



En 2020 : un échange sans concession entre **Henri Pena Ruiz** et son ami **Régis Debray** ["Lettre ouverte à mon ami Régis Debray" par H. Peña-Ruiz](#)